

création de revenu et à l'accumulation de capital à long terme. Il est peu probable que les investisseurs manifestent une plus grande confiance sans qu'il y ait, tout d'abord, une réduction des dépenses du gouvernement en biens de consommation et des taux d'imposition élevés requis pour les alimenter et, en deuxième lieu, sans l'instauration d'une stabilité politique et sociale. Cette dernière semble peu probable sans l'institution d'une nouvelle disposition constitutionnelle satisfaisant aux aspirations de la grande majorité des Sud-africains de toute race.

Situation politique

Bien que l'adoption d'une telle disposition soit peu probable dans l'immédiat, nombreux sont ceux qui, en Afrique du Sud, croient maintenant que cet objectif n'est plus irréalisable. On nourrit de plus en plus l'espoir que le départ de M. P.W. Botha de la présidence de l'État marquera l'avènement d'un régime plus souple et plus pragmatique, dirigé par M. F.W. de Klerk qui a déjà pris la direction du Parti national. On prépare actuellement une loi qui assurera la création de "zones libres", c'est-à-dire de zones intégrées sur le plan racial. Cela revient essentiellement à reconnaître ce qui est déjà un état de fait dans certaines régions, et à admettre qu'il s'agit là de quelque chose d'irréversible. De nombreux Sud-africains croient que cette loi pourrait être suivie à bref délai par l'abolition de la Group Areas Act (Loi sur les zones de groupe), diverses autres lois de contrôle des terres, la Population Registration Act (Loi sur l'enregistrement de la population) et d'autres lois imposant des restrictions pour des motifs raciaux.

D'autres indices encourageants sont aussi récemment apparus. Citons, entre autres, l'accord sur la paix entre l'UDF et l'Inkatha (qui ne fonctionne pas encore de manière satisfaisante, mais constitue un point de départ); le Consultative Business Movement, regroupement de chefs d'entreprises blancs qui se sont engagés à établir un processus de consultation avec les leaders noirs et qui reconnaissent que la transformation de l'Afrique du Sud en un pays non racial et démocratique est désirable et inévitable; la reconnaissance par certains chefs de gouvernement du fait que des voisins prospères et viables (Mozambique, Angola, Namibie) sont préférables à des taudis politiques et économiques; le retrait de l'Angola et de la Namibie; la décision prise par les leaders noirs au Soweto de négocier le problème ancien des locations de logements et d'autres problèmes avec les autorités locales nouvellement élues; la discussion de plus en plus fréquente dans le public de la création d'un groupe "ouvert" de personnes, c'est-à-dire non racial, au lieu du maintien de collectivités de noirs, de blancs, de gens de couleur et d'asiatiques. Cela a déclenché un débat sur un concept qui est nouveau pour les Sud-africains et qui, bien que très complexe sur le plan constitutionnel, reflète les pressions qui s'exercent actuellement sur le gouvernement et nous donne une idée de l'orientation des événements.

Bien qu'un vent d'espoir se soit mis à souffler, l'Afrique du Sud demeure une société fondée sur l'apartheid : ségrégation et conflits raciaux; inégalité des chances; chômage élevé et croissant; augmentation de l'inflation et des taux d'intérêt; censure et contrôle des médias; insuffisance grave de

capitaux d'investissement; hémorragie de capitaux due au désinvestissement, aggravée par les techniques originales employées pour tirer le maximum du rapatriement des fonds et des sorties de fonds destinés à être investis à l'étranger ou à servir de garantie au cas où il deviendrait désirable ou nécessaire d'émigrer.